

tion (voire de son partenaire de coalition) l'appui d'une foule d'électeurs. Incapable de maîtriser son aile gauche radicale, M. Brandt devait aussi endurer les flèches de plus en plus nombreuses que lui décochaient d'éminents collègues, dont MM. Helmut Schmidt et Herbert Wehner, voire de son infatigable partisan aux élections, le romancier Günter Grass. Face à une méfiance croissante, M. Brandt semblait avoir perdu son goût du commandement. Il est devenu, selon l'expression allemande, *Amtsmüde*, un chancelier qui avait épuisé son pouvoir de gouverner. Homme profondément sensible, il fut également blessé par l'exploitation cynique à l'Est du fait qu'il avait réussi à persuader les Allemands de l'Ouest de payer le prix fort pour la réconciliation. Le coup de grâce lui fut porté lorsqu'on découvrit qu'un de ses étroits collaborateurs était un espion est-allemand. Face à l'obligation de lutter pour se justifier (choix qui lui répugnait personnellement), de rejeter le blâme sur d'autres (là encore, comme en d'autres occasions, il avait été mal servi), ou enfin de démissionner, M. Brandt assumait toutes les responsabilités et se démit de ses fonctions de chancelier deux ans et demi avant la date prévue des élections. Son geste était sans précédent dans l'histoire de l'Allemagne. Si désireux qu'ait pu être M. Brandt de se soustraire à des charges qu'il ne pouvait plus porter, son dernier geste en qualité de chancelier n'est pas la moindre de ses contributions à la jeune démocratie allemande.

Au début de l'année, l'hésitation bien compréhensible de M. Gustav Heinemann à accepter un nouveau mandat de président et la nomination à ce poste du ministre des Affaires étrangères Scheel annonçaient déjà l'écroulement de l'association remarquablement réussie qui avait présidé aux destinées ouest-allemandes depuis 1969. Mais ce fut le dévoilement de l'affaire Guillaume (qui éclata, ironie du sort, presque en même temps que l'entrée en fonctions à Bonn de l'ambassadeur de l'Allemagne de l'Est), joint à la brusque démission du chancelier Brandt, qui précipita des changements d'une ampleur étonnante. Dans l'espace de quelques jours, la République fédérale eut un nouveau président, un nouveau chancelier et un nouveau ministre des Affaires étrangères.

M. Schmidt au poste de chancelier

Alors qu'il était ministre des Finances et l'un des vice-présidents du SPD, M. Helmut Schmidt apparaissait déjà comme le successeur tout désigné de M. Brandt.

Pragmatiste résolu, il se montrera certainement un chancelier d'un genre très différent. A une période où l'*Ostpolitik* a toutes les chances de céder l'avant-scène aux problèmes nationaux et à la *Westpolitik*, et où les considérations d'ordre économique dominant le tout, M. Schmidt possède les connaissances et l'expérience requises pour assurer la direction dont la République fédérale a besoin.

En la personne de M. Hans-Dietrich Genscher, l'ancien ministre FDP de l'Intérieur, le gouvernement a un ministre des Affaires étrangères inexpérimenté, mais volontaire et non moins réaliste. Comme l'ont manifesté les électeurs de l'État de Basse-Saxe en freinant le glissement du SPD lors des élections d'État, la nouvelle association Schmidt-Genscher va avoir l'occasion de montrer ce dont elle est capable. L'*Ostpolitik* de Bonn n'a pas été paralysée par l'affaire Guillaume et ses suites (bien que le chancelier Schmidt, dans la déclaration de politique du nouveau gouvernement, l'ait nettement représentée comme étant contraire à l'esprit des traités orientaux et créant des tensions graves dans les relations entre partenaires). Comme l'a fait observer l'ancien chancelier lui-même, «Herr Honecker est peut-être en mesure de renverser un chancelier d'Allemagne de l'Ouest, mais on ne doit à aucun prix le laisser battre en brèche la politique de détente en Europe». Maintenant que M. Willy Brandt et les Berlinoises qu'il avait amenés à Bonn avec lui, MM. Bahr, Grabert et Ehmke, sont bannis du pouvoir, et que M. Gaus est en poste à Berlin-Est, l'*Ostpolitik* sera poursuivie par la nouvelle équipe d'une façon moins fiévreuse et plus prosaïque.

Le discours sobre de M. Schmidt, axé sur les questions économiques, révélait l'intention de se concentrer «avec réalisme et sagesse sur l'essentiel», de viser moins à des résolutions qu'à des «résultats pratiques afin de consolider la politique de détente en Europe». Voilà qui diffère sensiblement de la première déclaration de politique faite par M. Brandt lorsqu'il devint chancelier il y a cinq ans. La période de la *Wiedergutmachung*, de la réconciliation et de la conclusion de pactes est terminée. Il vaudrait peut-être mieux réserver le terme *Ostpolitik* à l'ouverture de l'Est pratiquée par MM. Brandt, Bahr et Scheel et appliquer l'expression «politique de détente» aux tâches que MM. Schmidt et Genscher doivent maintenant aborder — soit de bâtir sur les traités grâce auxquels leurs prédécesseurs ont stabilisé la situation en Europe centrale.